



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

26-07-2014

*Réforme territoriale : la mise en
œuvre de la structuration
Européenne
au service du grand capital
et du démantèlement de la nation*

La mise en scène à l'Assemblée Nationale a abouti à l'adoption de la future réforme territoriale.

Les débats à l'Assemblée ont semblés opposer, comme au Sénat, d'un côté l'UMP, une partie de l'UDI, le Front de gauche, une soit disant « opposition PS » et de l'autre le PS et les écologistes. Chacun connaît sa partition sur le bout des doigts.

Pour Michel Piron (UDI) « Il eut été hautement souhaitable d'avoir dans un même texte les compétences et les périmètres », Hervé Gaymard (UMP) estime : « Improvisation, fébrilité, passage en force, attristé par tant de désinvolture ». « Il faut savoir si vous voulez du dialogue ou si vous voulez rendre cette réforme impossible ! », réplique le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve.

Mais tous l'UMP et les Centristes, le Parti socialiste et ses alliés œuvrent pour faire accélérer la structuration de l'Union Européenne. Tout comme le FN qui voit dans ce débat « *derrière ce redécoupage territorial se dissimule un véritable charcutage électoral et politicien* », l'objectif étant de récupérer le mécontentement populaire et de poursuivre la même politique au service du capitalisme.

Quant au PCF et au Front de Gauche, ils acceptent en s'abstenant, l'intégration dans l'Europe capitaliste.

Sur le fond du débat : rien alors que **les régions seront au centre de la construction du grand ensemble capitaliste. Une structuration de l'Union Européenne dans l'intérêt exclusif du capital.**

En France les gouvernements qui se succèdent ont en vue la disparition de la nation française. Hollande vient de préparer les grandes régions directement rattachées à l'Europe avec des pôles de compétitivité au service des multinationales. C'est en ce sens qu'ils ont regroupé les 22 régions actuelles en seulement 13 grandes régions. De la même façon ils sont en train de préparer le regroupement des communes et la disparition des départements. Chaque étape constitue un peu plus la future structuration de l'Union Européenne au service du grand capital et le démantèlement de la nation.

Le fond du débat est là, notre parti en faisant référence au Manifeste du Parti communistes de MARX et ENGELS : « *la bourgeoisie supprime de plus en plus la dispersion des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production et concentré la propriété dans un petit nombre de mains. La conséquence nécessaire de ces changements a été la centralisation politique...* » montre que ce texte écrit en 1848 est complètement d'actualité et plein de justesse. Le budget européen 2014-2020 en est l'illustration : **tout pour la compétitivité des entreprises.**

À combien s'élèvent les budgets et quelle est leur destination?

Barroso a annoncé que l'Union européenne va investir près de **1 000 milliards d'euros** entre 2014 et 2020. « *Rien que sur une année, ce budget représente davantage d'argent, aux prix actuels, que l'intégralité du plan Marshall à l'époque!* » déclare t-il.

Un budget destiné avant tout aux entreprises, quelques chiffres :

***15 milliards d'euros** seront destinés à « *stimuler les compétences et la capacité d'insertion professionnelle* », soit une hausse de plus de 40 %. Plus de quatre millions de personnes bénéficieront de cette aide sur le modèle d'« Erasmus » « *pour aller étudier, suivre une formation, travailler ou faire du bénévolat à l'étranger* », deux tiers de ce budget ira au financement « *des réformes visant à moderniser l'éducation et la formation et à promouvoir l'innovation, l'esprit d'entreprise et l'employabilité* » martèle Barroso. C'est clair, les dirigeants capitalistes imposent et accélèrent la libre circulation des travailleurs, en visant d'abord les jeunes pour organiser la pression sur les salaires et l'emploi et la mainmise capitaliste sur l'éducation et la formation.

***80 milliards d'euros** (+30 %) pour la recherche et l'innovation qui contribuera « *au renforcement de la compétitivité de l'Union au niveau mondial* » souligne Barroso, il précise « *le Conseil européen de la*

recherche, renforcera **le pilotage par l'industrie** dans le domaine de l'innovation ».

***6 milliards d'euros** (+ 30 %) pour la coopération internationale pour « soutenir plus de 65 000 chercheurs afin de consolider les liens entre l'enseignement supérieur, la recherche et les entreprises ».

La recherche est mise sous la coupe du capital au service des entreprises.

*Pour le budget de la politique de cohésion, du développement rural et du fonds pour la pêche Barroso précise qu'elle « sera liée à la gouvernance économique afin d'inciter les États membres à suivre les recommandations formulées par l'UE ». Un véritable dictat donc, et un avertissement contre les décisions des politiques nationales.

***33,3 milliards d'euros** pour les investissements dans les infrastructures, « les citoyens et les entreprises sont beaucoup trop souvent freinés parce que les réseaux d'infrastructure en Europe, que ce soit dans le domaine des transports, de l'énergie ou des technologies de l'information et de la communication, sont incomplets, inefficaces »... « Une amélioration des interconnexions permettra d'accroître les débouchés commerciaux et la sécurité énergétique et de faciliter l'activité professionnelle et les déplacements », il enfonce le clou et conclut pour ceux qui n'ont pas compris : « cette évolution profitera tant aux citoyens qu'aux entreprises, dans l'ensemble des États membres ». Privatisations, "libre" circulation des salariés... voilà leur programme.

***2,3 milliards d'euros** seront consacrés pour les petites et moyennes entreprises pour renforcer leur compétitivité.

***125,6 milliards (13,1 % du budget)** pour « la rubrique Compétitivité pour la croissance et l'emploi » on sait ce qui se cache derrière ces mots, de l'argent donné aux entreprises pour plus faire plus de profits et pour les salariés plus de productivité, des suppressions d'emplois, des baisses de salaire...

***70 milliards d'euros**, soit quelques 10 milliards par an pour le Fonds social européen (FSE), seront destinés aux restructurations, l'objectif pourrait passer à 140 milliards.

***180 milliards d'euros** de financements pour la lutte contre le changement climatique pour « la transformation de l'Europe en une économie propre, compétitive», (encore ce terme).

Tous ces milliards distribués n'ont qu'un objectif : placer les entreprises dans la concurrence capitaliste internationale dont le prix sera payé par les peuples.

Les instruments financiers mis en place vont tous dans ce sens, tels que les prêts, les garanties, les prises de participation et autres... Barroso précise : « Ils seront mis en œuvre en coopération avec la Banque européenne d'investissement (BEI), le Fonds européen d'investissement (FEI) et les banques nationales spécialisées dans le soutien aux entreprises. »

La commission européenne précise : seules les régions, qui ont été fusionnées, bénéficieront de ces budgets. C'est clair, ces régions avec

leurs grandes métropoles (Paris, Lille, Marseille, Lyon, Toulouse, Bordeaux etc...) organiseront la mainmise capitaliste sur toutes les ressources publiques nationales, les services régionaux, l'enseignement, les instituts et laboratoires de recherche, la constitution d'ensembles publics- privés etc... Leur seul but : répondre aux exigences des entreprises capitalistes, les placer dans la concurrence capitaliste internationale, avec en toile de fond la main mise complète de l'impérialisme américain sur l'Europe par le futur pacte transatlantique. D'où cette accélération de la politique mise en œuvre par Hollande avec le « pacte de responsabilité » : tout pour l'entreprise.

Développer la lutte anticapitaliste en France, en Europe et partout.

Seul **Communistes** dénonce le fond politique de cette réforme, nous disons :

Non à la casse de la Nation, Non à cette nouvelle attaque contre notre peuple.

Aux élections européennes, les candidats de **Communistes** ont appelé à la lutte anticapitaliste sans ambiguïté. C'est pour cela que des milliers d'électeurs ont apportés leurs suffrages à nos listes. Ces électeurs ont toute leur place, avec nous, dans ce combat. Il est urgent de développer partout, tous ensemble, la lutte sans compromis contre le capital et ceux qui le servent.

Seule la lutte de classe anticapitaliste peut imposer des changements.